



Débat d'Orientation Budgétaire du 24 février 2020

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE *relatif à l'Exercice 2020*

SOMMAIRE :

- 1. Cadre juridique et objectifs du rapport et du débat d'orientation budgétaire ;*
- 2. Contexte technico-financier relatif à l'année écoulée et à l'année 2020 ;*
- 3. Prospective financière pour les années à venir ;*
- 4. Confirmation de non-augmentation de la Surtaxe syndicale sur 2020.*

ANNEXES

1. Cadre juridique et objectifs du rapport et du débat d'orientation budgétaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire ou DOB représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) tels que le SMEP, et doit permettre d'informer les élus sur la situation financière de leur collectivité préalablement au vote du Budget Primitif (BP).

Conformément à l'article L. 5211-36 par renvoi de l'article L. 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'agissant d'un Syndicat mixte fermé comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ainsi qu'une commune de plus de 10 000 habitants, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans un délai maximal de 2 mois précédant le vote du BP est obligatoire.

L'article 107 de la Loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 impose la présentation d'un **Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB)** qui comprend :

- La structure et la gestion de la dette ;
- Les engagements pluriannuels d'investissements envisagés ;
- La présentation de la structure ainsi que de l'évolution prévisionnelle des dépenses et des effectifs.

En outre, l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 (LPFP) n° 2018-32 du 22 janvier 2018 dispose que les collectivités devront présenter les objectifs d'évolution :

- Des dépenses réelles de fonctionnement d'une part ;
- Du besoin de financement annuel (emprunts nouveaux) d'autre part.

Conformément à l'article L. 2121-8 du CGCT, le Règlement Intérieur précise en son article 23, que « *le débat a lieu en séance publique et après inscription à l'ordre du jour.* ».

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit permettre d'évoquer les priorités du SMEP pour l'année à venir ainsi que les stratégies de financements ou d'autofinancements à favoriser.

A l'issue des débats le rapport fera l'objet d'une délibération et sera transmis aux communes adhérentes avant de le mettre en ligne sur le site internet du SMEP (www.smepe-jurancon.fr).

2. Contexte technico-financier relatif à l'année écoulée et à l'année 2020 :

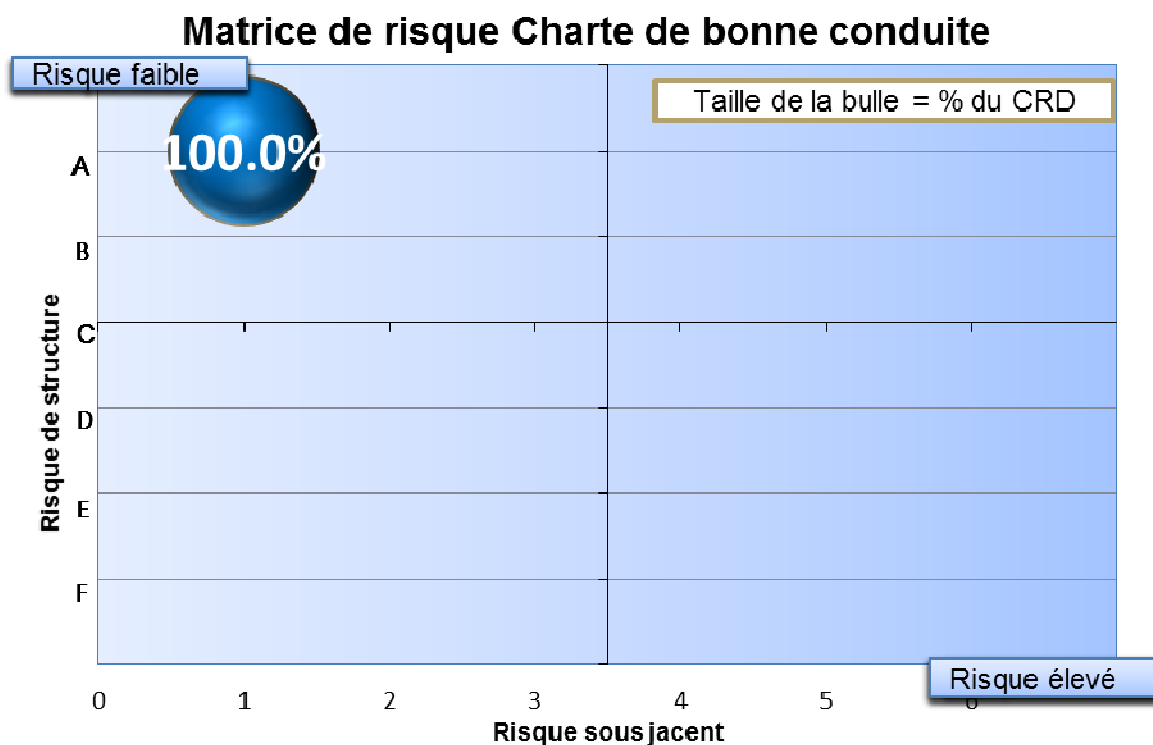
Malgré le ralentissement économique mondial, lié notamment aux tensions commerciales (Chine) et géopolitiques (Iran, Brexit, ...), la croissance sur l'hexagone résiste mieux que celle des principaux partenaires européens. Après une année 2018 marquée par une forte hausse des cours du pétrole, l'inflation aurait diminué de 1,9% en 2018 à 1,2% en 2019. L'inflation se stabiliserait en 2020 au même niveau, avec un bon niveau de consommation des ménages du fait d'une augmentation du pouvoir d'achat constatée en 2019.

Concernant l'offre bancaire, les durées d'amortissement supérieures à 25 ou 30 ans sont possibles, pour des taux (fixes) qui restent attractifs en ce début d'année 2020. Les taux d'intérêts de court terme du marché monétaire devraient rester en territoire négatif sur le moyen terme. Les taux fixes à 15 ans et à 20 ans devraient se maintenir à des niveaux bas particulièrement avantageux.

Après une stabilisation de la dette dans le courant de l'année 2018, **le capital restant dû a diminué fin 2019**. Le SMEP a toutefois contracté **un nouvel emprunt de 800 000 € sur 20 ans, au taux fixe fort avantageux de 0,84%**, en fin d'année 2019 pour être mobilisé tout début 2020 :

Caractéristiques de la dette au :	31/12/2019	31/12/2018
Dette du SMEP de	14 583 840 €	15 447 945 €
Son taux moyen s'élève à	2,68%	2,70%
Sa durée résiduelle moyenne est de	18 ans et 5 mois	19 ans et 2 mois
Sa durée de vie moyenne est de	9 ans et 11 mois	10 ans et 4 mois

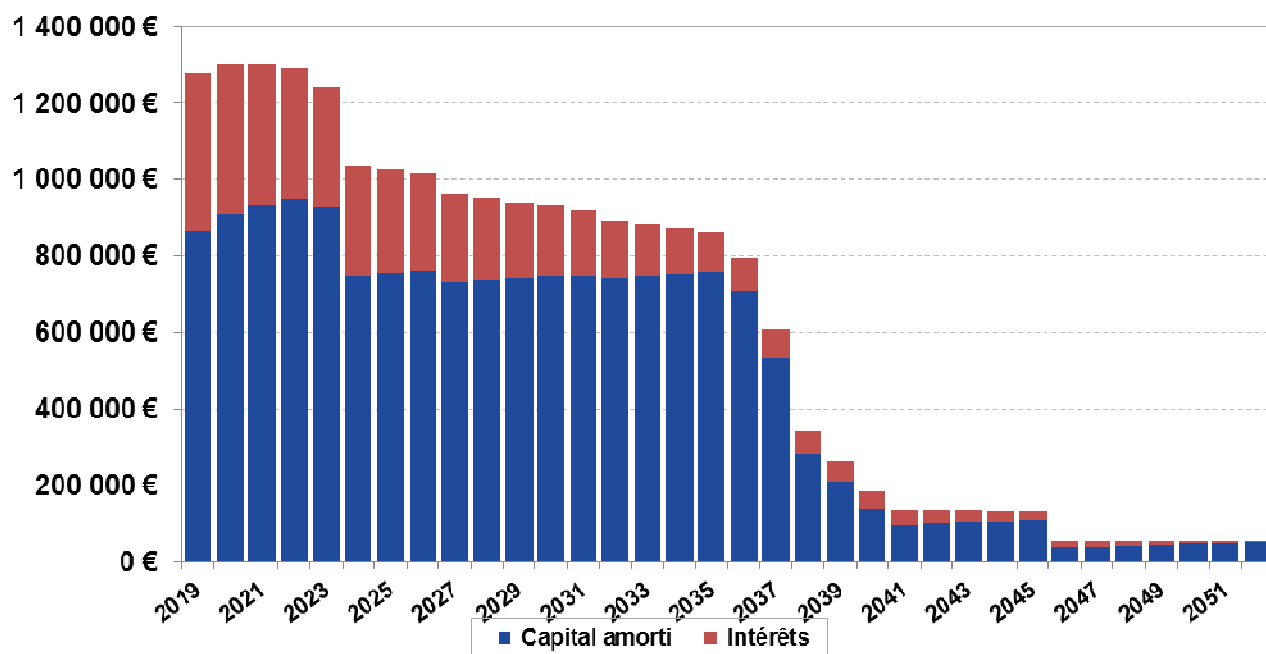
La dette du SMEP est toujours classée à **100% en A1**, selon la charte *Gissler* de bonne conduite :



Après une baisse en 2018, le **ratio d'extinction de la dette** augmente légèrement pour atteindre **6,8 ans** à fin 2019, ce qui correspond à un bon ratio :

	2016	2017	2018	2019
Ratio	5,3 ans	7,3 ans	6,4 ans	6,8 ans

Par ailleurs, le profil d'extinction global de la dette présente les flux de remboursement suivants, avec une baisse significative du capital à rembourser à compter de 2024, puis en 2038 (fin du remboursement du prêt désensibilisé « ex-DEXIA ») :



Le **taux d'épargne brute décroît légèrement à 74,9 % en 2019** (75,4 % en 2018), et l'épargne nette diminue en 2019 par rapport à 2018 pour se stabiliser à près de 1 240 000 € (-94 K€). Les recettes de fonctionnement en 2019 sont en diminution de -108 K€ HT par rapport à 2018. Au final, l'évolution des recettes et des différentes épargnes est la suivante :

	2016	2017	2018	2019
Recettes de fonctionnement	2 429 534	2 871 874	2 956 327	2 847 960
Epargne de gestion	2 333 112	2 640 602	2 723 469	2 549 582
Epargne brute	1 961 315	2 225 651	2 229 306	2 134 372
Taux d'épargne brute (en %)	80,45 %	77,5 %	75,4 %	74,9 %
Epargne nette	1 566 515	1 657 668	1 332 723	1 238 607

Les subventions reçues en 2018 atteignent un montant non négligeable de 253 763 €, (contre 414 566 € en 2018). Le montant des travaux mandatés atteint près de 2 600 000 € HT en 2019, et est en nette augmentation par rapport à 2018 (2 100 000 €HT).

Les efforts d'investissement devraient se maintenir à un niveau élevé sur l'année 2020, du fait :

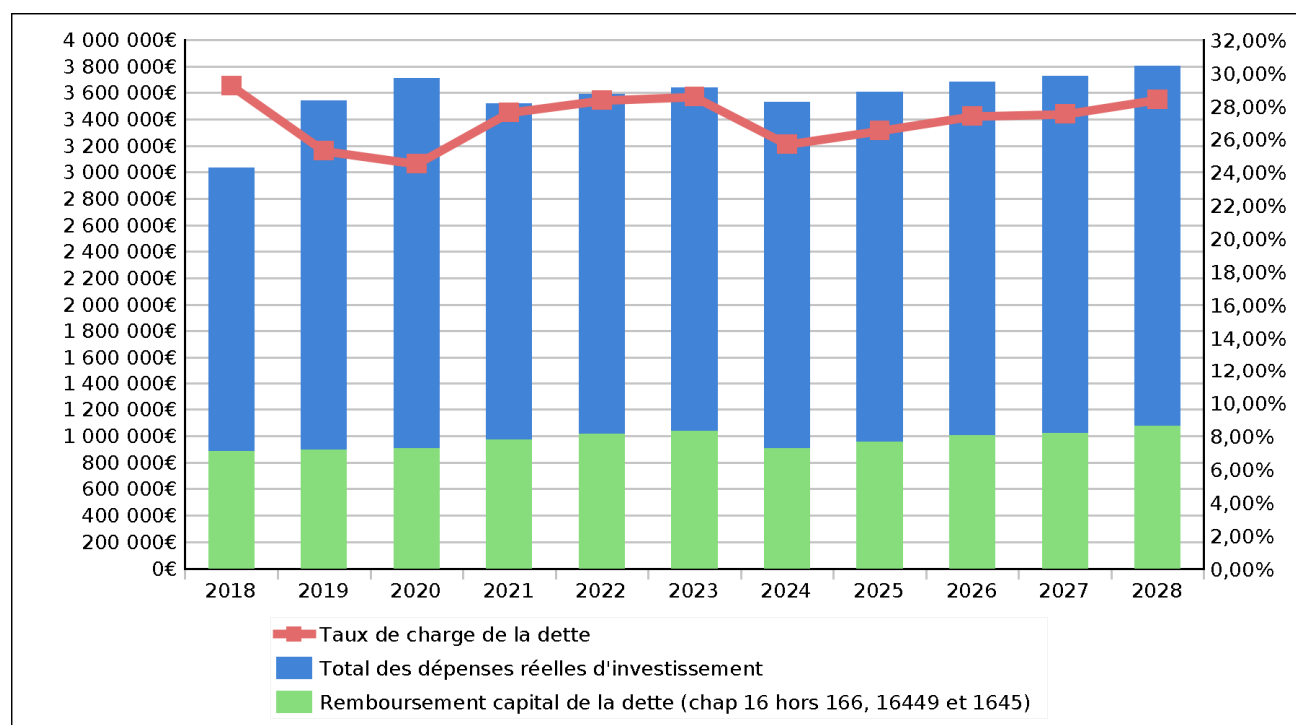
- De **restes-à-réaliser (RAR)** pour l'année 2020, relatifs aux travaux de 2019 non encore soldés pour la plupart, qui représentent près **de 1 881 000 € HT**(à comparer aux 1 128 000 € HT de RAR en 2019) ;
- D'une nouvelle programmation de travaux projetés qui serait légèrement inférieure à celle de l'année passée (2 800 000 € HT environ).

3. Prospective financière pour les années à venir :

Les dépenses d'exploitation ne devraient pas trop évoluer. Il n'est pas envisagé, dans l'immédiat, de recrutement ou de modification des temps de travail du personnel en place. Les charges sont même en baisse sur 2021-2023 du fait de prestations d'assistance non sollicitées par rapport à 2019-2020 d'une part, et de la baisse des intérêts d'emprunts d'autre part. Une évolution annuelle de **+1,5%/an** des charges générales et de **+2%/an** des charges de personnel **sur la période 2020-2028** est toutefois retenue :

Années	Dépenses de fonctionnement (y compris les intérêts de la dette)	Evolution n-1
2018	727 490	12,58 %
2019	713 589	-1,91 %
2020	696 167	-2,44 %
2021	628 968	-9,65 %
2022	617 029	-1,9 %
2023	614 368	-0,43 %
2024	617 211	0,46 %
2025	621 929	0,76 %
2026	626 972	0,81 %
2027	632 696	0,91 %
2028	639 280	1,04 %

Le niveau d'investissements restera élevé en 2020. Le programme pluriannuel d'investissements devrait se stabiliser par la suite autour des 2,5 à 2,7 M€ HT/an. En tenant compte du remboursement du capital de la dette, l'évolution globale des dépenses d'investissement sur 2018-2028 est illustrée par le graphique ci-dessous :



D'après les différents scénarios étudiés, les besoins de financement ne faibliront pas et le recours régulier à l'emprunt sera inévitable, avec **un besoin d'emprunts nouveaux estimé à environ 1 M€ en moyenne annuelle sur 2020-2028** :

	Encours de dette au 31/12	<i>Evolution n-1</i>	Emprunts nouveaux
2018	15 457 280	-16,07 %	0
2019	14 592 815	-5,59 %	0
2020	15 058 384	3,19 %	1 374 200
2021	14 775 884	-1,88 %	689 455
2022	14 785 291	0,06 %	1 026 722
2023	14 852 992	0,46 %	1 106 064
2024	14 919 446	0,45 %	974 148
2025	14 986 203	0,45 %	1 022 676
2026	15 056 318	0,47 %	1 077 436
2027	15 127 374	0,47 %	1 095 566
2028	15 199 912	0,48 %	1 151 669

Des versements de subventions de l'Agence de l'Eau sont attendus à hauteur de 400 000 € en 2020 (dont 150 000 € issus des restes-à-réaliser de 2019), grâce au second appel à projet de l'Agence de l'Eau pour « Réduire les fuites dans les réseaux AEP » dont le SMEP a été lauréat en 2017.

Enfin, la grande majorité des recettes propres du SMEP est assise sur **la seule Surtaxe** qui est appliquée au mètre-cube d'eau consommé. Un point de vigilance est à souligner concernant le fait que, malgré une augmentation régulière des abonnés actifs de +300 à +500 abonnés chaque année, **les volumes facturés sont en légère baisse ou au mieux en stagnation.**

C'est pourquoi, l'analyse prospective financière effectuée sur la période 2020-2028, est assise sur **le principe d'instaurer une part fixe de 5 € par abonné domestique à compter de 2021**, permettant de limiter l'impact de la baisse des volumes facturés. **L'instauration de cette part fixe serait compensée par une baisse équivalente de -8 cents par mètre-cubes d'eau sur les 60 premiers mètre-cubes d'eau consommés** (tranche tarifaire de 0 à 60 mètre-cubes). A cette part fixe instaurée en 2021, s'ajouterait à une augmentation de +1 cent par an et par mètre-cube, limitée mais régulière, de la surtaxe syndicale qui interviendrait à compter de 2022. **En d'autres termes, il peut être envisagé de ne pas augmenter la tarification du SMEP en 2020, et en 2021 du fait de la compensation.**

4. Confirmation de non-augmentation de la Surtaxe syndicale :

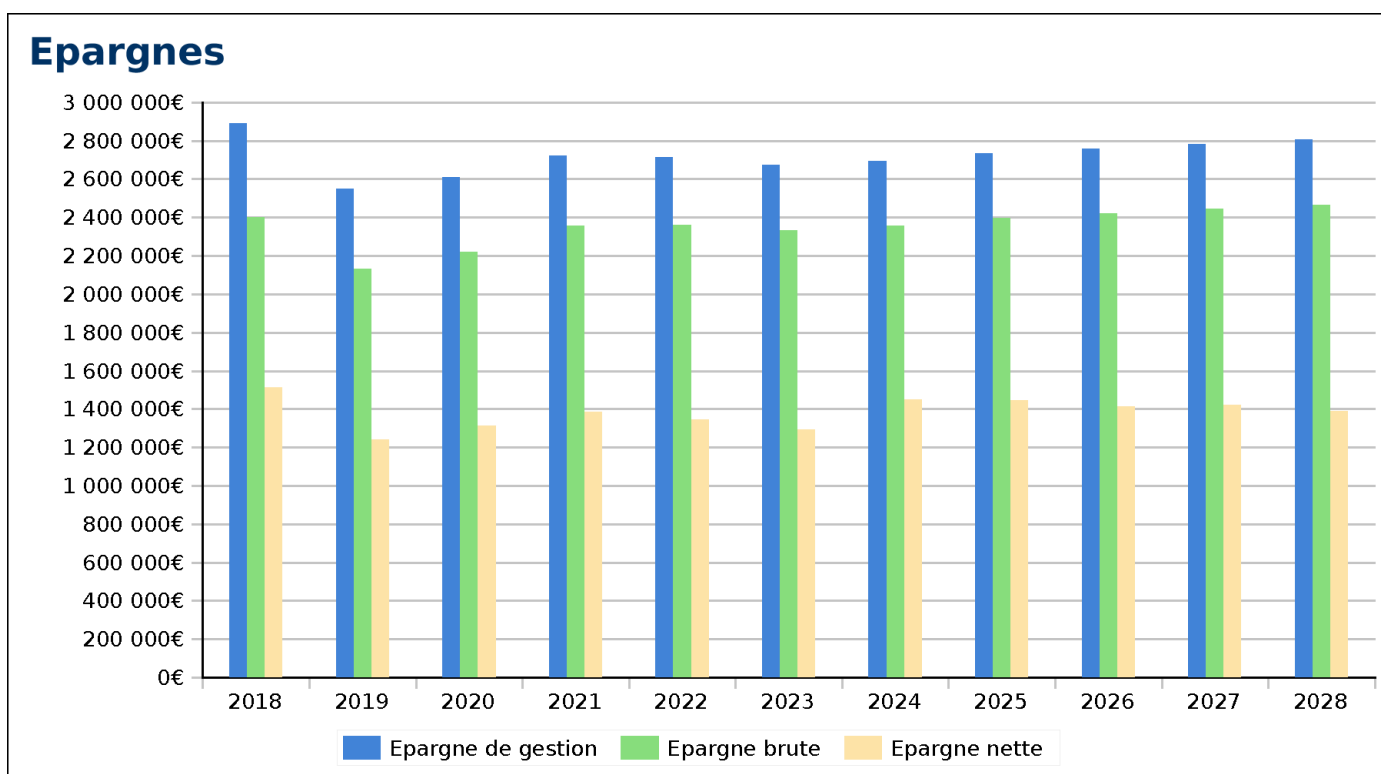
Pour rappel, la Surtaxe du SMEP avait été augmentée en avril 2016 de façon substantielle, avec :

- +10 cents d'€ HT/m³ appliqués aux abonnés ou usagers ayant une consommation annuelle inférieure ou égale à 10 000 m³ ;
- +5 cents d'€ HT/m³ appliqués aux abonnés ou usagers ayant une consommation annuelle supérieure à 10 000 m³.

L'augmentation importante appliquée en 2016 était assortie du principe de ne plus augmenter la surtaxe jusqu'en 2020 inclus.

Les perspectives financières réactualisées en ce début d'année 2020 ont permis de vérifier ou de confirmer la pertinence d'une non-augmentation tarifaire. L'absence d'augmentation de la surtaxe, jusqu'en 2020 inclus, fait ressortir une faible évolution voire **une légère amélioration du ratio d'extinction de la dette**, qui passerait de 6,8 ans à fin 2020 à 6,2 ans dès 2025. **Ce qui correspond à un niveau d'endettement plus qu'acceptable compte tenu de la spécificité du SMEP**, dont plus de 95% de son budget est consacré à l'investissement.

L'analyse prospective financière fait ressortir par ailleurs une amélioration des ratios financiers, avec **un taux d'épargne brute qui frôle les 80% et une épargne nette qui se stabilise autour des 1,4 M€ HT à l'horizon 2024**:



Il est donc proposé de confirmer la non-augmentation de la surtaxe syndicale sur l'année 2020, et dans l'hypothèse de l'instauration d'une part fixe en 2021 de procéder dans le même temps à une compensation tarifaire équivalente.

Une synthèse de l'analyse rétro-prospective sur 2018 à 2028 figure en ANNEXE.



Rapport de rétrospective

SYNDICAT MIXTE EAU POTABLE DE LA REGION DE JURANCON

Scénario 3 : 5 € PF et -8 cents/m³ en 2021 sur tranche 0-60 m³,
puis +1 cent/m³/an à partir de 2022

RÉTRO-PROSPECTIVE DE 2018 à 2028

Affichage selon les critères retenus dans préférences avec les
unités en €.

Sommaire

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 2.1 - Les masses budgétaires
- 2.2 - Soldes financiers
- 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 2.4 - Endettement

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 3.2 - Epargne brute
- 3.3 - Effet de ciseau

4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 4.2 - Annuités de la dette
- 4.3 - Ratio de désendettement

5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 5.1 - Les recettes de fonctionnement
- 5.2 - Les dépenses de fonctionnement

6 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 6.1 - Les recettes d'investissement
- 6.2 - Les dépenses d'investissement

7 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 7.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 7.2 - Les financeurs du PPI
- 7.3 - Le coût net annuel

8 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

9 - LES RATIOS

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

Le scénario utilisé est : **Scénario 3 : 5 € PF et -8 cents/m3 en 2021 sur tranche 0-60 m3, puis +1 cent/m3/an à partir de 2022.**

La date de dernière actualisation de ce scénario est le 06/02/2020.

Les résultats de la partie rétrospective tiennent compte des comptes administratifs.

Les résultats de la prospective tiennent compte des hypothèses retenues dans le tableau ci-dessous :

Thème	Agrégat	Hypothèse
Dépenses de fonctionnement	Subvention d'équilibre	Augmentation de 2% par an
Recettes d'investissement	Emprunts	Avec durée d'extinction de la dette inférieure à 7 ans
Dépenses d'investissement	Capacité d'investissement résiduelle	Avec 2,5 M€ HT à 2,8 M€ HT de travaux par an
Fonds de roulement	Résultat de l'exercice	Stabilisation à 300 000 €
Volumes d'eau	Simulation interne d'évolution de facturation	Légère réduction annuelle des volumes facturés

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	3 127 764	2 847 960	2 916 009	2 986 389	2 979 761	2 946 281	2 974 582	3 020 367	3 047 052	3 076 835	3 106 936
Dépenses de fonctionnement	727 490	713 589	696 167	628 968	617 029	614 368	617 211	621 929	626 972	632 696	639 280
<i>dont intérêts de la dette</i>	489 649	415 211	391 551	366 460	350 047	342 429	337 251	336 986	336 770	336 652	337 990
Recettes d'investissement	414 566	438 568	1 822 193	891 436	1 229 583	1 306 450	1 175 323	1 207 481	1 262 241	1 280 371	1 336 474
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	1 374 200	689 455	1 026 722	1 106 064	974 148	1 022 676	1 077 436	1 095 566	1 151 669
Dépenses d'investissement	3 035 258	3 541 298	3 708 631	3 521 955	3 592 315	3 638 363	3 532 694	3 605 919	3 682 321	3 724 510	3 804 130
<i>dont capital de la dette</i>	885 901	895 765	908 631	971 955	1 017 315	1 038 363	907 694	955 919	1 007 321	1 024 510	1 079 130
<i>dont P.P.I</i>	2 141 631	2 645 533	2 800 000	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000

2.2 - Soldes financiers

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne de gestion	2 889 922	2 549 582	2 611 393	2 723 881	2 712 780	2 674 341	2 694 622	2 735 424	2 756 850	2 780 791	2 805 646
Epargne brute	2 400 273	2 134 372	2 219 842	2 357 421	2 362 733	2 331 913	2 357 371	2 398 438	2 420 080	2 444 139	2 467 656
Epargne nette	1 514 372	1 238 607	1 311 211	1 385 466	1 345 417	1 293 550	1 449 677	1 442 518	1 412 759	1 419 629	1 388 526

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Fonds de roulement en début d'exercice	1 480 655	1 258 052	289 694	623 098	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000
Résultat de l'exercice	-220 418	-968 358	333 404	-273 098	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 260 237	289 694	623 098	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000

2.4 - Endettement

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours au 31 décembre	15 457 280	14 592 815	15 058 384	14 775 884	14 785 291	14 852 992	14 919 446	14 986 203	15 056 318	15 127 374	15 199 912
Ratio de désendettement	6,4 ans	6,8 ans	6,8 ans	6,3 ans	6,3 ans	6,4 ans	6,3 ans	6,2 ans	6,2 ans	6,2 ans	6,2 ans
Emprunt	0	0	1 374 200	689 455	1 026 722	1 106 064	974 148	1 022 676	1 077 436	1 095 566	1 151 669

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

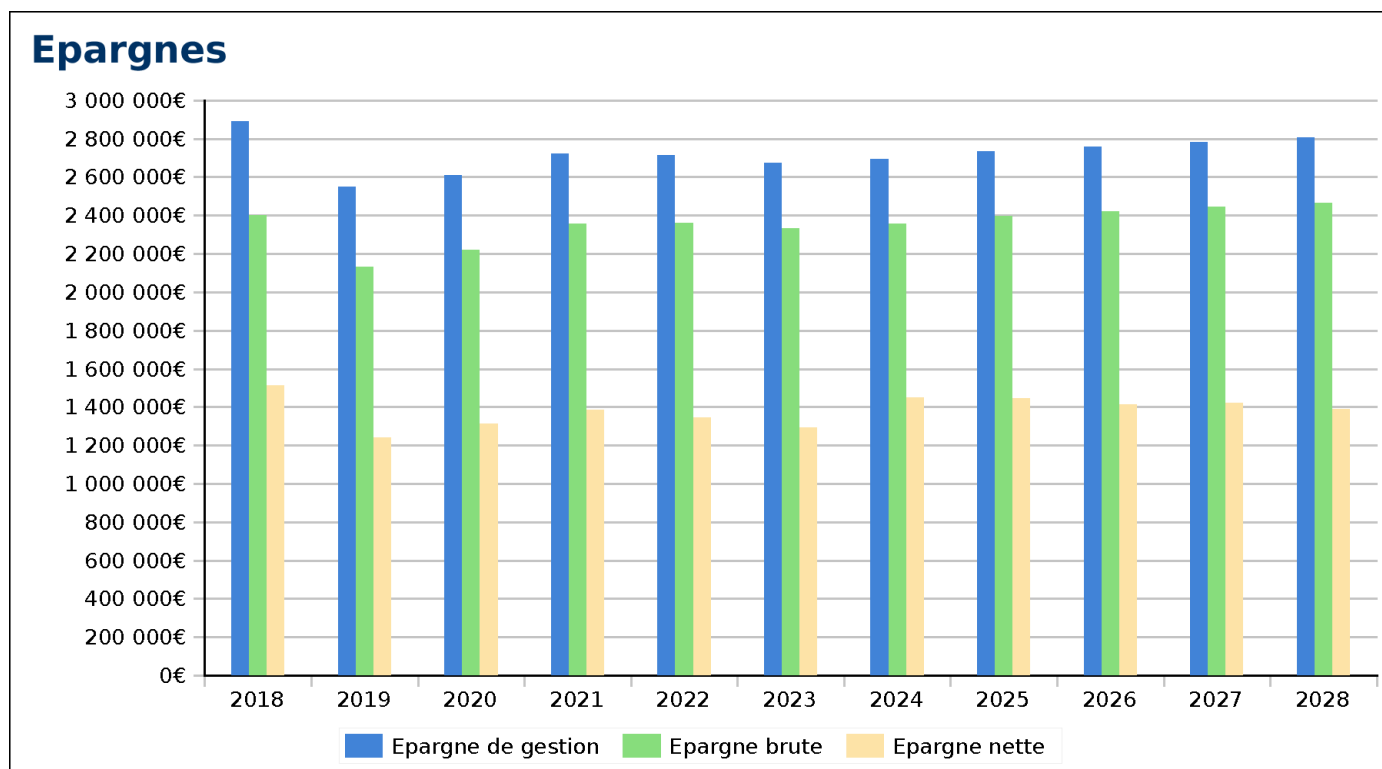
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	2 889 922	2 549 582	2 611 393	2 723 881	2 712 780	2 674 341	2 694 622	2 735 424	2 756 850	2 780 791	2 805 646

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Montants	2 400 273	2 134 372	2 219 842	2 357 421	2 362 733	2 331 913	2 357 371	2 398 438	2 420 080	2 444 139	2 467 656

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement	3 127 764	2 847 960	2 916 009	2 986 389	2 979 761	2 946 281	2 974 582	3 020 367	3 047 052	3 076 835	3 106 936
Epargne de gestion	2 889 922	2 549 582	2 611 393	2 723 881	2 712 780	2 674 341	2 694 622	2 735 424	2 756 850	2 780 791	2 805 646
Epargne brute	2 400 273	2 134 372	2 219 842	2 357 421	2 362 733	2 331 913	2 357 371	2 398 438	2 420 080	2 444 139	2 467 656
Taux d'épargne brute (en %)	76,74 %	74,94 %	76,13 %	78,94 %	79,29 %	79,15 %	79,25 %	79,41 %	79,42 %	79,44 %	79,42 %
Epargne nette	1 514 372	1 238 607	1 311 211	1 385 466	1 345 417	1 293 550	1 449 677	1 442 518	1 412 759	1 419 629	1 388 526

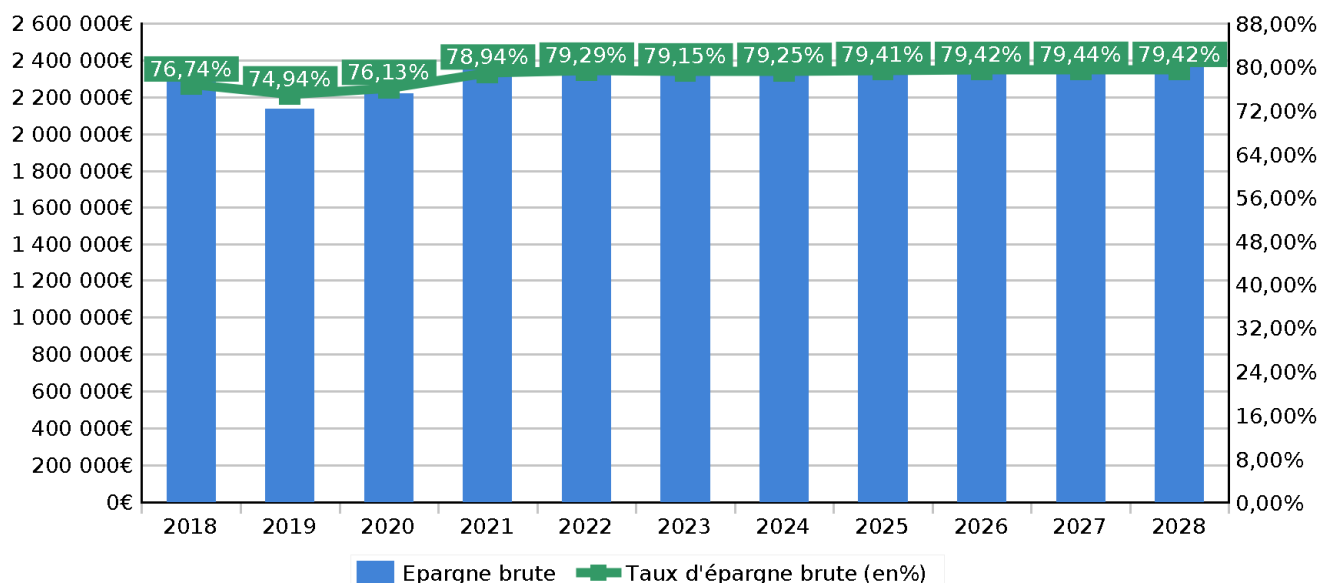


3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	2 400 273	2 134 372	2 219 842	2 357 421	2 362 733	2 331 913	2 357 371	2 398 438	2 420 080	2 444 139	2 467 656
Taux d'épargne brute (en %)	76,74 %	74,94 %	76,13 %	78,94 %	79,29 %	79,15 %	79,25 %	79,41 %	79,42 %	79,44 %	79,42 %

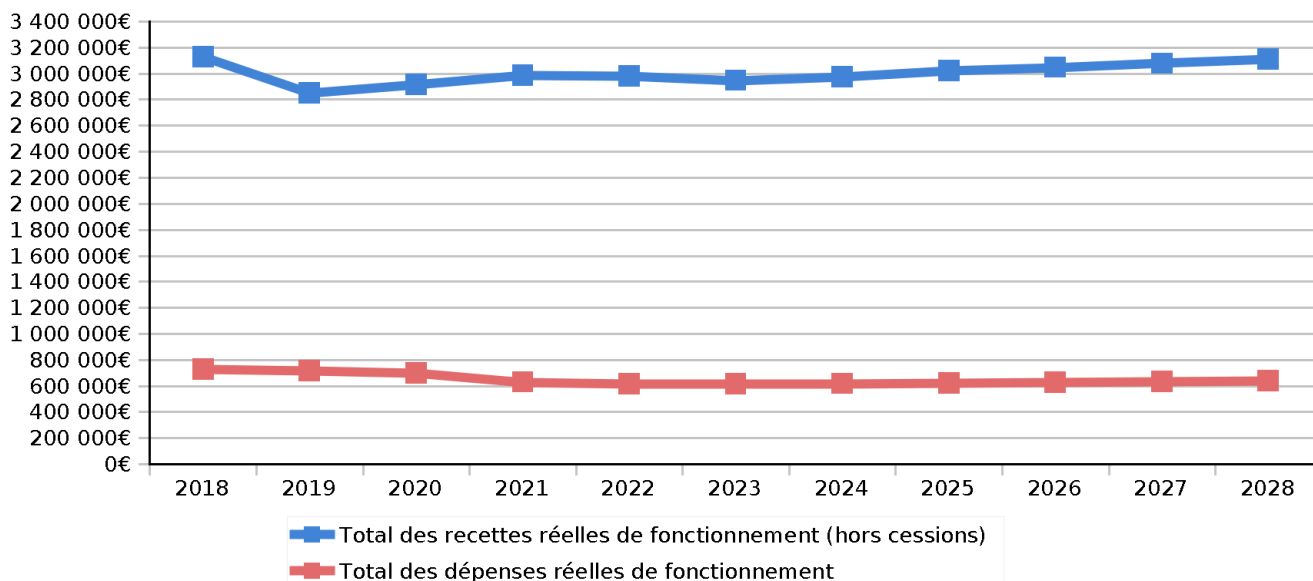
3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	3 127 764	2 847 960	2 916 009	2 986 389	2 979 761	2 946 281	2 974 582	3 020 367	3 047 052	3 076 835	3 106 936
<i>Evolution n-1</i>	8,91 %	-8,95 %	2,39 %	2,41 %	-0,22 %	-1,12 %	0,96 %	1,54 %	0,88 %	0,98 %	0,98 %
Dépenses de fonctionnement	727 490	713 589	696 167	628 968	617 029	614 368	617 211	621 929	626 972	632 696	639 280
<i>Evolution n-1</i>	12,58 %	-1,91 %	-2,44 %	-9,65 %	-1,9 %	-0,43 %	0,46 %	0,76 %	0,81 %	0,91 %	1,04 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

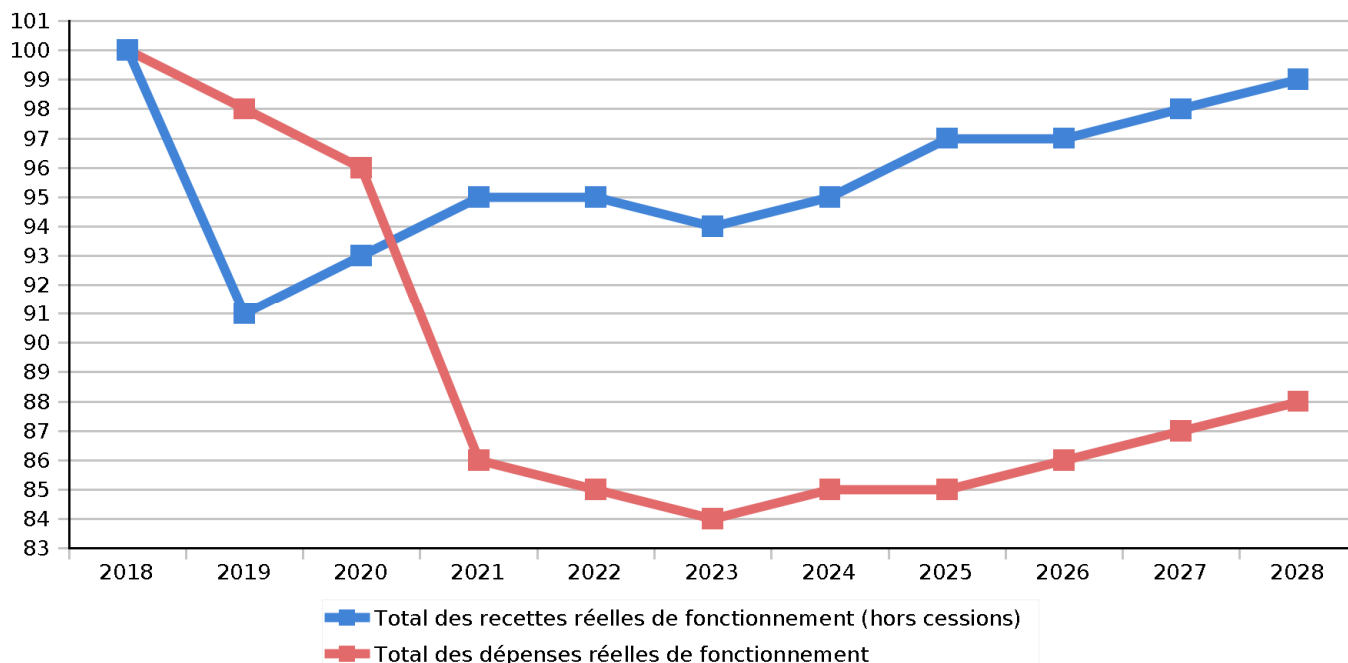
Effet de ciseau



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.

Evolution des dépenses et des recettes hors cessions



4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

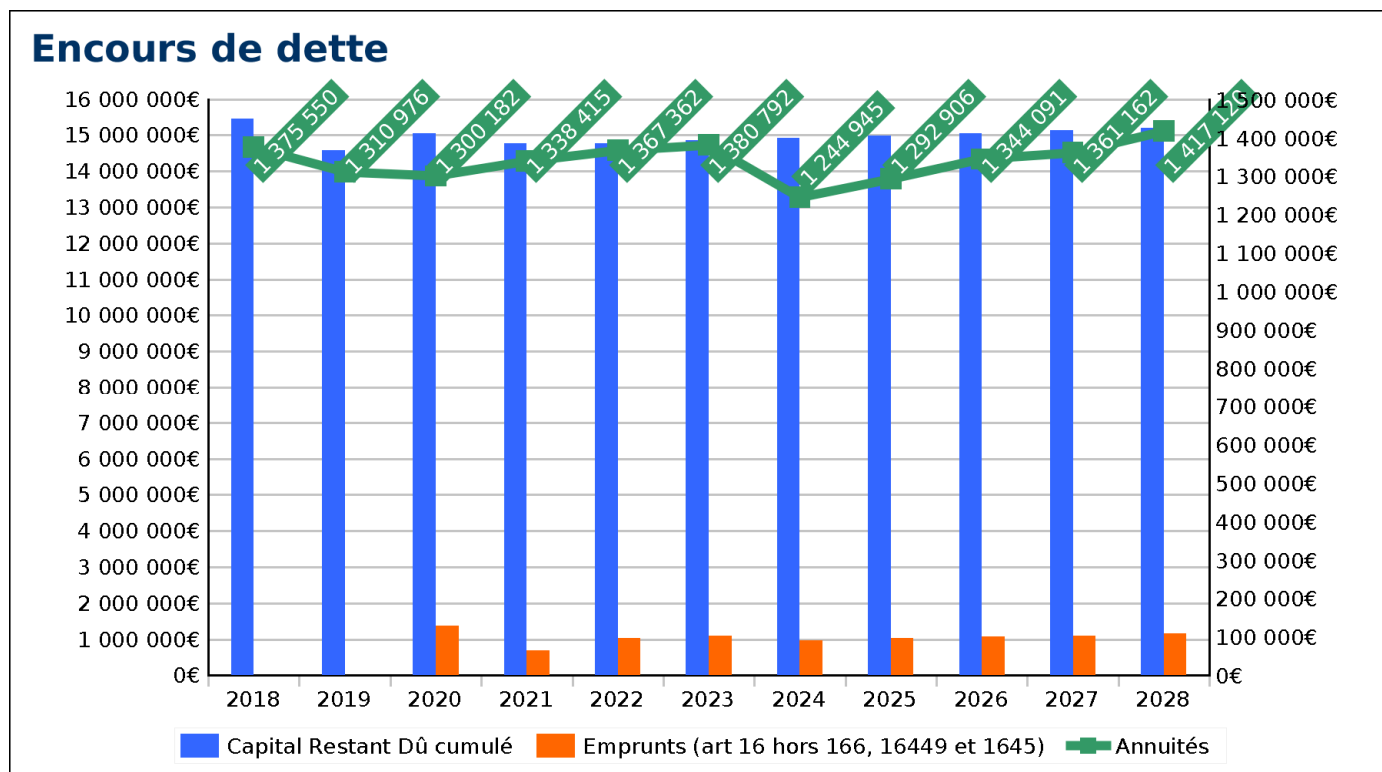
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **15 457 280 € en 2018 à 15 199 912 € en 2028** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **1 375 550 € en 2018 à 1 417 120 € en 2028** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2018	15 457 280	-16,07 %	0
2019	14 592 815	-5,59 %	0
2020	15 058 384	3,19 %	1 374 200
2021	14 775 884	-1,88 %	689 455
2022	14 785 291	0,06 %	1 026 722
2023	14 852 992	0,46 %	1 106 064
2024	14 919 446	0,45 %	974 148
2025	14 986 203	0,45 %	1 022 676
2026	15 056 318	0,47 %	1 077 436
2027	15 127 374	0,47 %	1 095 566
2028	15 199 912	0,48 %	1 151 669

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-0,17 %	-1,67 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	1 375 550	1 310 976	1 300 182	1 338 415	1 367 362	1 380 792	1 244 945	1 292 906	1 344 091	1 361 162	1 417 120

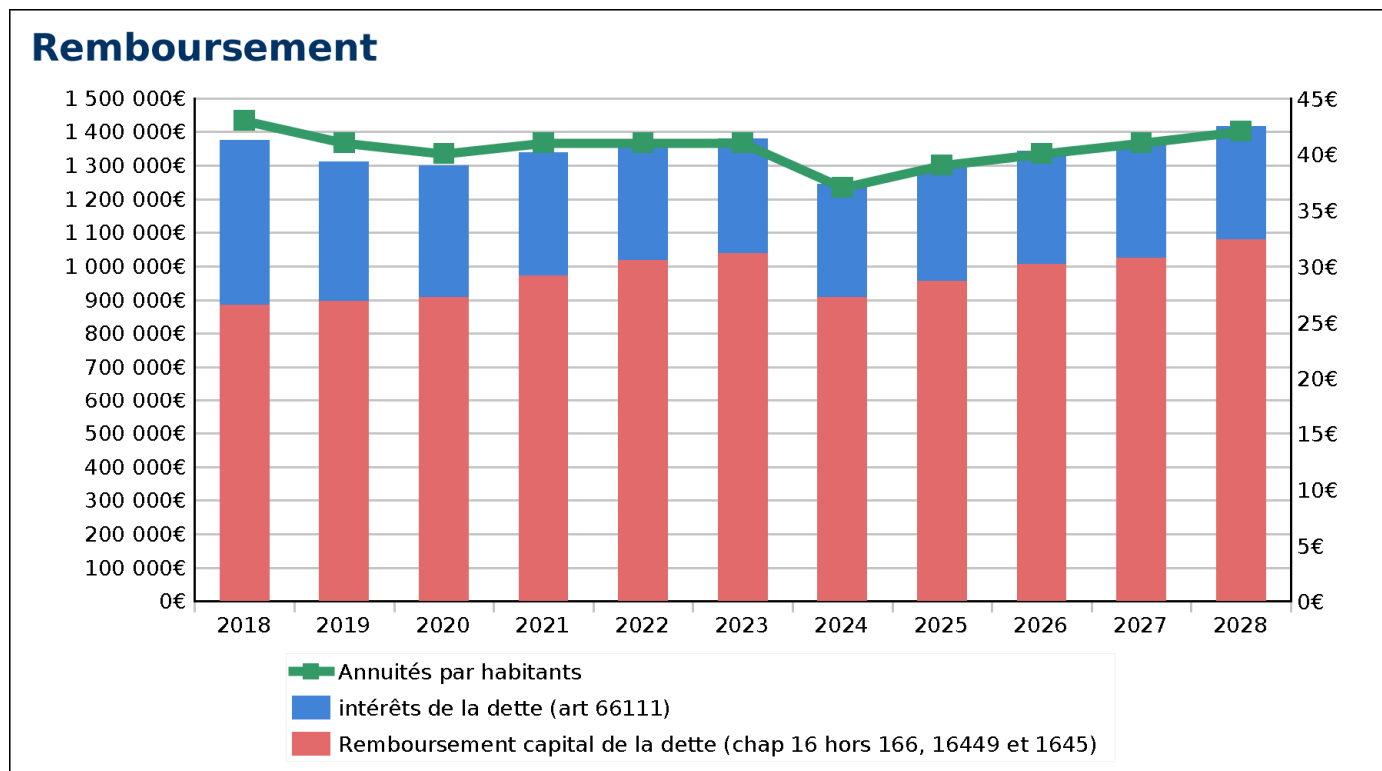
SCENARIO : Scénario 3 : 5 € PF et -8 cents/m3 en 2021 SYNDICAT MIXTE EAU POTABLE DE LA REGION DE JURANCON

sur tranche 0-60 m3, puis +1 cent/m3/an à partir de 2022

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Evolution n-1 (en %)	39,94 %	-4,69 %	-0,82 %	2,94 %	2,16 %	0,98 %	-9,84 %	3,85 %	3,96 %	1,27 %	4,11 %
Capital en euro	885 901	895 765	908 631	971 955	1 017 315	1 038 363	907 694	955 919	1 007 321	1 024 510	1 079 130
Intérêts en euro	489 649	415 211	391 551	366 460	350 047	342 429	337 251	336 986	336 770	336 652	337 990

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par abonné évolue de la façon suivante :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuités	43	41	40	41	41	41	37	39	40	41	42
Capital	28	28	28	30	31	31	27	29	30	31	32
Intérêts	15	13	12	11	11	10	10	10	10	10	10

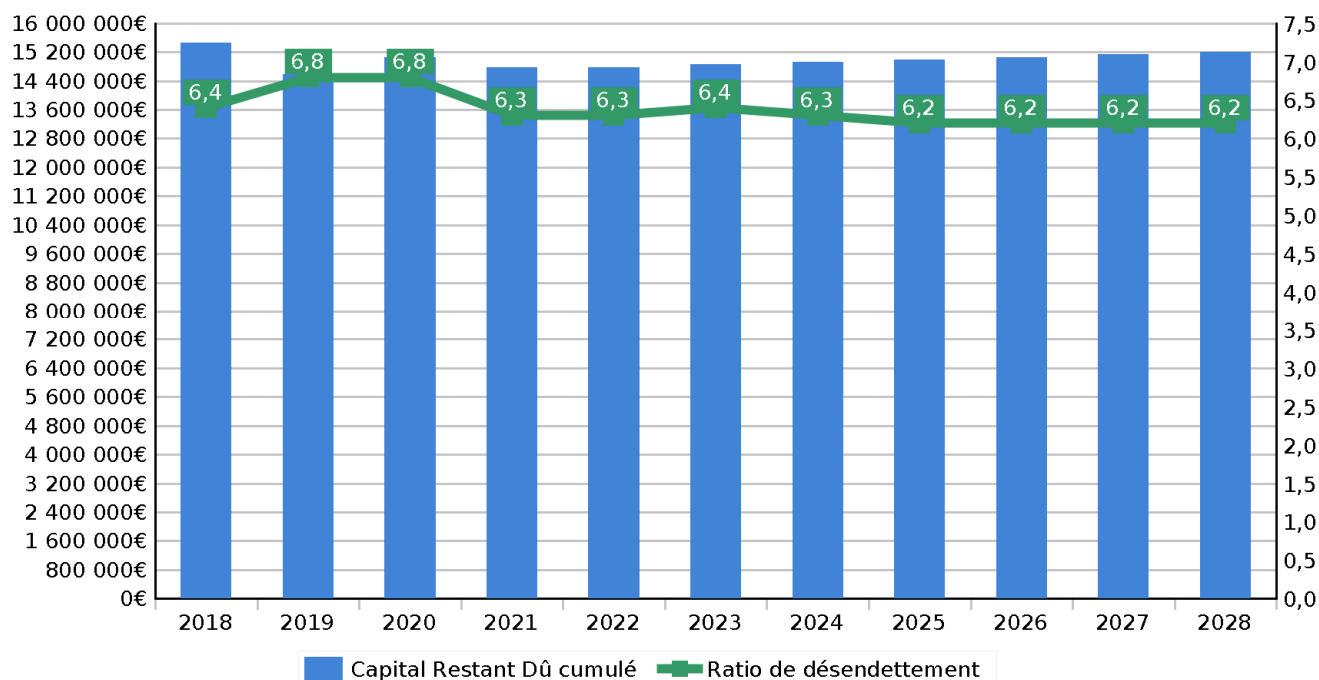
4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio	6,4 ans	6,8 ans	6,8 ans	6,3 ans	6,3 ans	6,4 ans	6,3 ans	6,2 ans	6,2 ans	6,2 ans	6,2 ans

Capacité de désendettement



L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM < 1$), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM > 1$), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

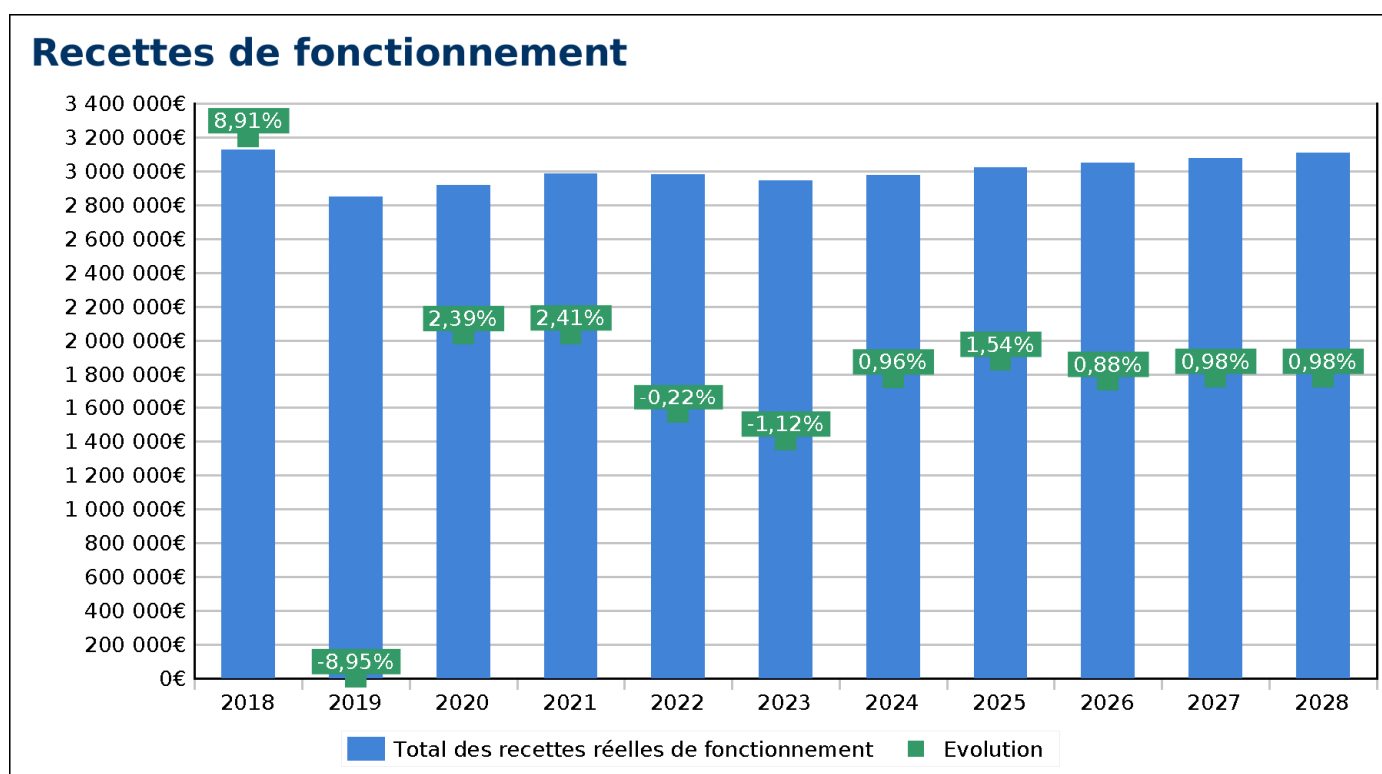
5.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par abonné
2018	3 127 764	8,91 %	98
2019	2 847 960	-8,95 %	88
2020	2 916 009	2,39 %	89
2021	2 986 389	2,41 %	91
2022	2 979 761	-0,22 %	90
2023	2 946 281	-1,12 %	88
2024	2 974 582	0,96 %	89
2025	3 020 367	1,54 %	90
2026	3 047 052	0,88 %	91
2027	3 076 835	0,98 %	92
2028	3 106 936	0,98 %	93

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	-0,07 %	-0,67 %

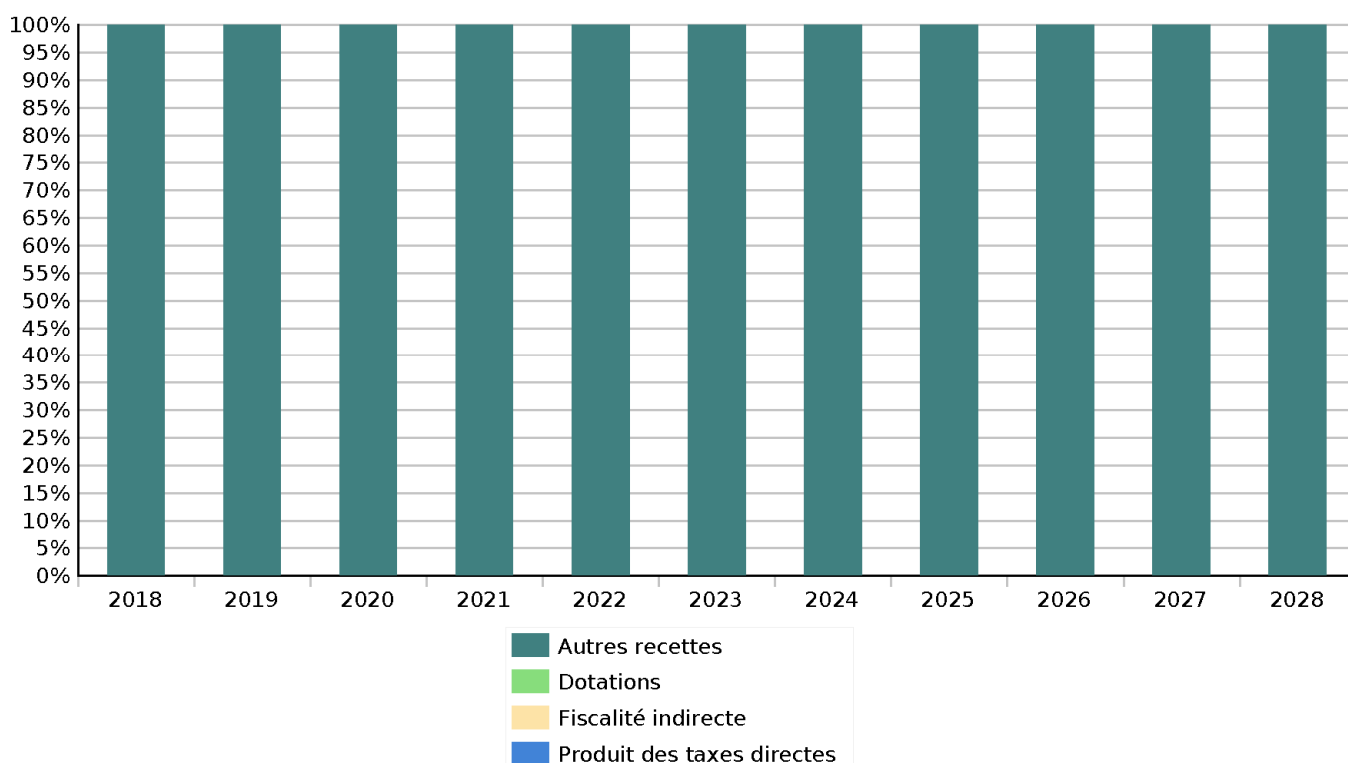


Les principales recettes de fonctionnement correspondent à la surtaxe

Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3 127 764	2 847 960	2 916 009	2 986 389	2 979 761	2 946 281	2 974 582	3 020 367	3 047 052	3 076 835	3 106 936

Répartition des recettes de fonctionnement



5.2 - Les dépenses de fonctionnement

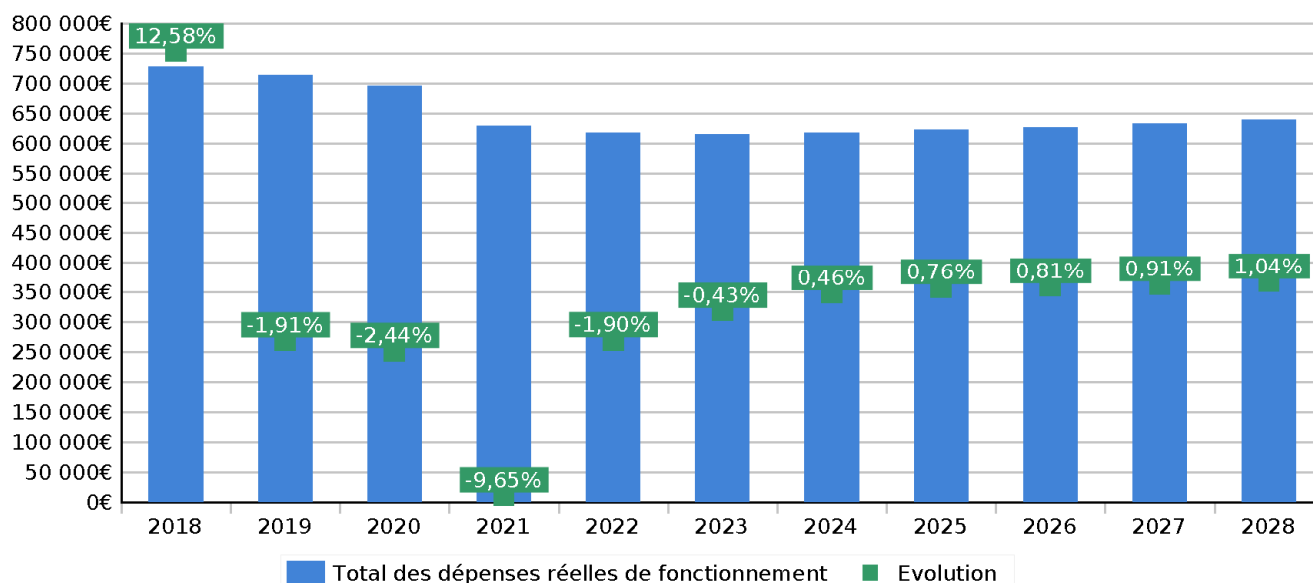
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par abonné
2018	727 490	12,58 %	23
2019	713 589	-1,91 %	22
2020	696 167	-2,44 %	21
2021	628 968	-9,65 %	19
2022	617 029	-1,9 %	19
2023	614 368	-0,43 %	18
2024	617 211	0,46 %	18
2025	621 929	0,76 %	19
2026	626 972	0,81 %	19
2027	632 696	0,91 %	19
2028	639 280	1,04 %	19

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	-1,28 %	-12,13 %

Dépenses de fonctionnement



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
130 509	141 441	152 000	155 040	158 141	161 304	164 530	167 820	171 177	174 600	178 092

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
43 869	89 125	90 462	46 000	46 690	47 390	48 101	48 823	49 555	50 298	51 053

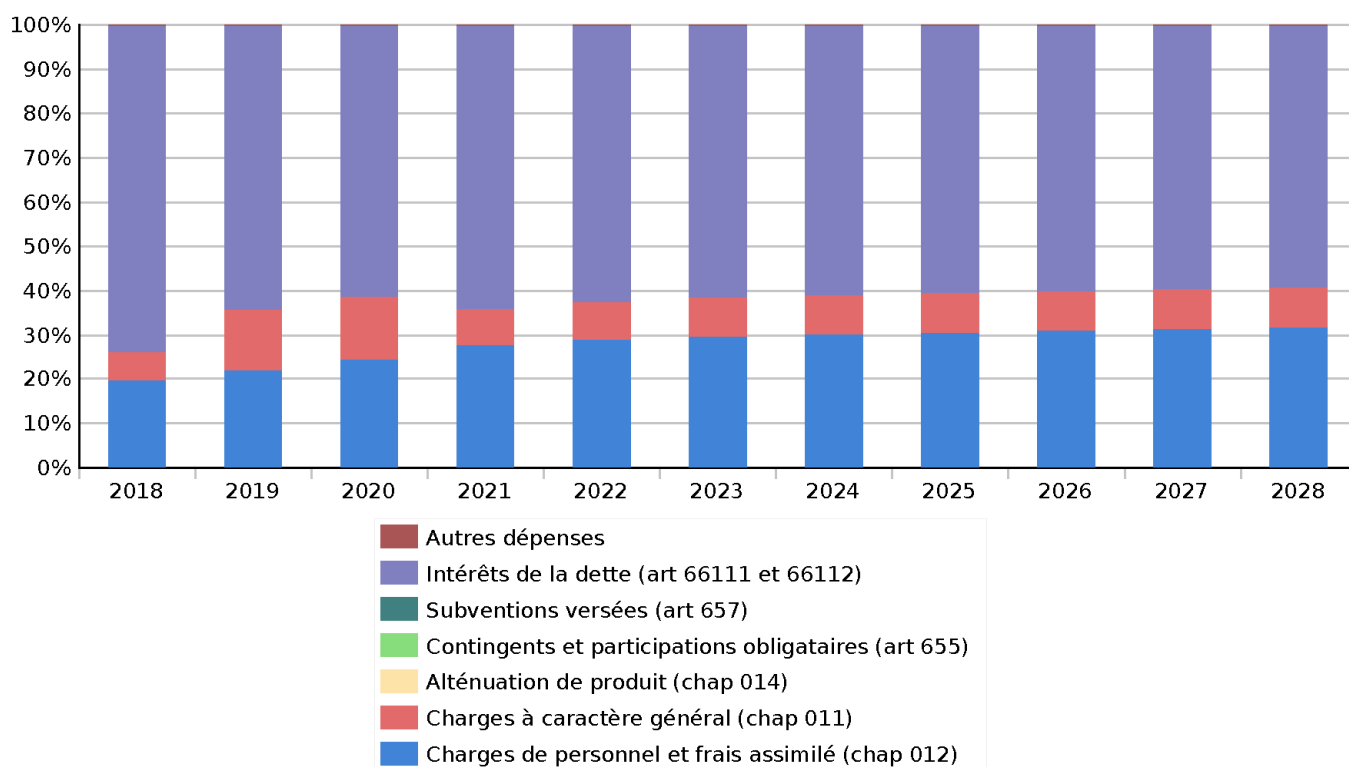
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
489 649	415 211	384 878	358 069	341 292	333 706	331 532	331 144	330 986	331 415	332 608

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1 592	1 551	1 573	1 595	1 618	1 642	1 665	1 690	1 714	1 740	1 766

Répartition des dépenses de fonctionnement



Indicateur d'évolution de la ressource humaine

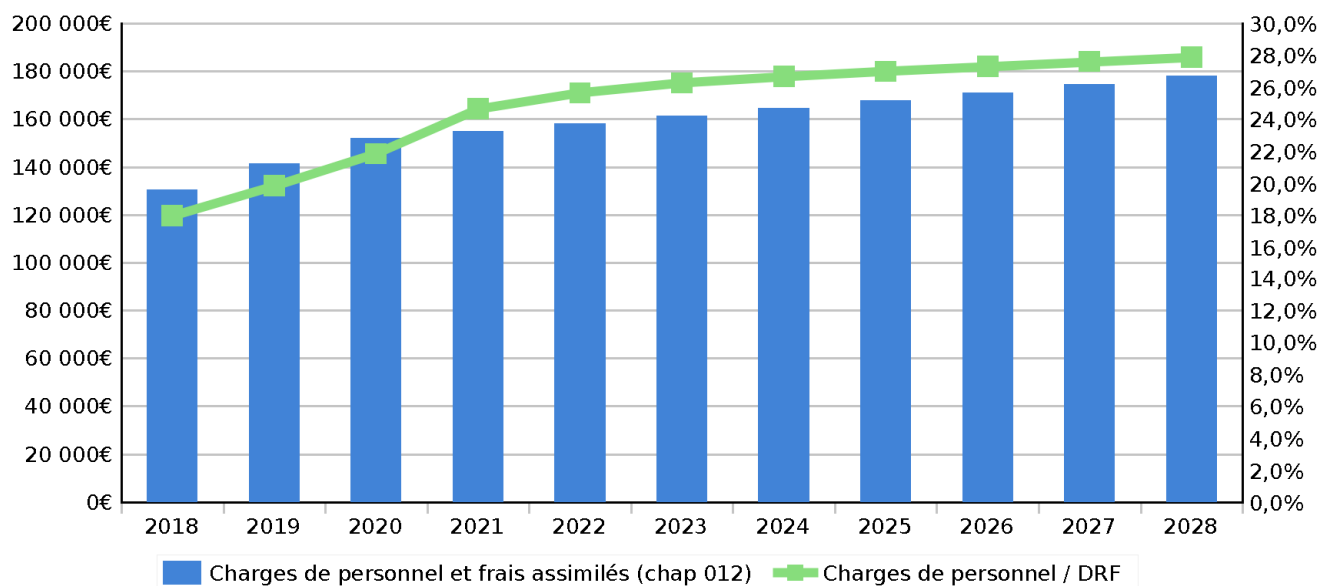
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
130 509	141 441	152 000	155 040	158 141	161 304	164 530	167 820	171 177	174 600	178 092

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
17,94 %	19,82 %	21,83 %	24,65 %	25,63 %	26,26 %	26,66 %	26,98 %	27,3 %	27,6 %	27,86 %

Charges de personnel



6 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

6.1 - Les recettes d'investissement

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
414 566	253 763	246 849	0	0	0	0	0	0	0	0

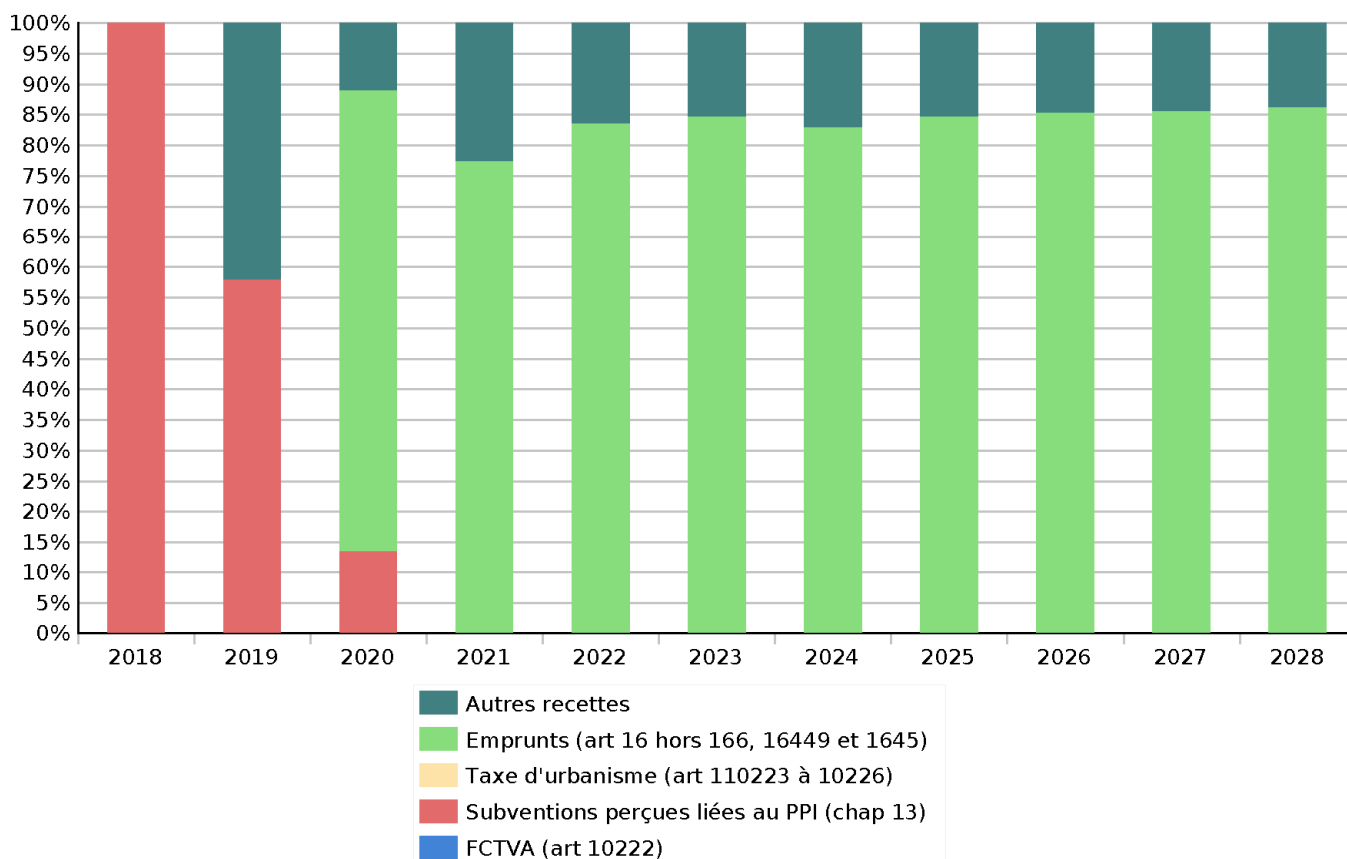
Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
0	0	1 374 200	689 455	1 026 722	1 106 064	974 148	1 022 676	1 077 436	1 095 566	1 151 669

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
0	184 805	201 144	201 981	202 860	200 386	201 174	184 805	184 805	184 805	184 805

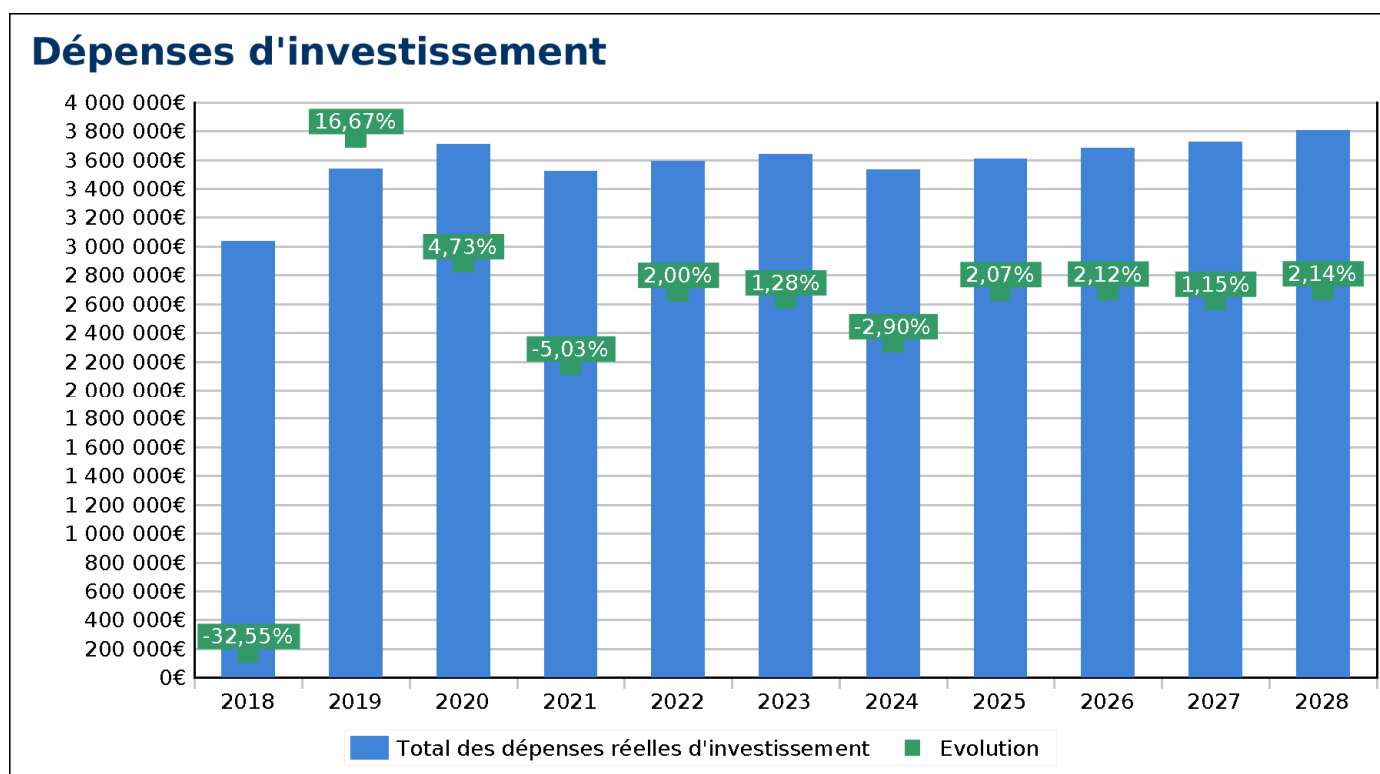
Répartition des recettes d'investissement



6.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	3 035 258	-32,55 %	95
2019	3 541 298	16,67 %	110
2020	3 708 631	4,73 %	114
2021	3 521 955	-5,03 %	107
2022	3 592 315	2 %	108
2023	3 638 363	1,28 %	109
2024	3 532 694	-2,9 %	105
2025	3 605 919	2,07 %	108
2026	3 682 321	2,12 %	110
2027	3 724 510	1,15 %	111
2028	3 804 130	2,14 %	114



Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

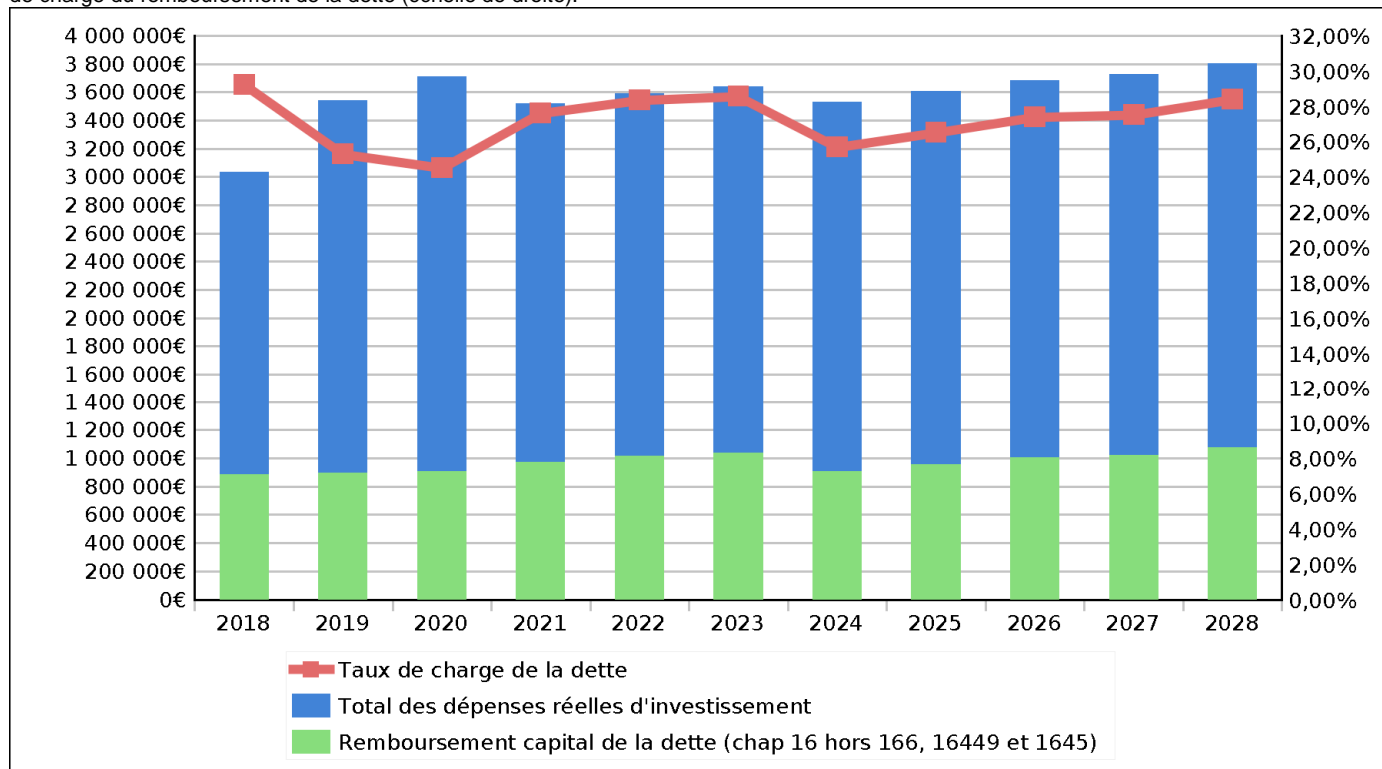
Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2018	3 035 258	885 901	29,19 %
2019	3 541 298	895 765	25,29 %
2020	3 708 631	908 631	24,5 %
2021	3 521 955	971 955	27,6 %
2022	3 592 315	1 017 315	28,32 %
2023	3 638 363	1 038 363	28,54 %
2024	3 532 694	907 694	25,69 %
2025	3 605 919	955 919	26,51 %
2026	3 682 321	1 007 321	27,36 %
2027	3 724 510	1 024 510	27,51 %

SCENARIO : Scénario 3 : 5 € PF et -8 cents/m3 en 2021 SYNDICAT MIXTE EAU POTABLE DE LA REGION DE JURANCON
sur tranche 0-60 m3, puis +1 cent/m3/an à partir de 2022

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2028	3 804 130	1 079 130	28,37 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



7 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

7.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Enveloppes d'investissement	2 088 823	3 292 600	2 800 000	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000	29 281 423
RAR 2018	0	1 128 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 128 000
RAR 2018 (subventions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2 088 823	4 420 600	2 800 000	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000	30 409 423

7.2 - Les financeurs du PPI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Agence de l'Eau Avance remboursable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agence de l'Eau subventions	0	340 635	231 849	0	0	0	0	0	0	0	0	572 484
Autres	414 566	276 555	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	706 121
Total	414 566	617 190	246 849	0	0	0	0	0	0	0	0	1 278 605

7.3 - Le coût net annuel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	2 088 823	4 420 600	2 800 000	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000	30 409 423

**SCENARIO : Scénario 3 : 5 € PF et -8 cents/m3 en 2021 SYNDICAT MIXTE EAU POTABLE DE
sur tranche 0-60 m3, puis +1 cent/m3/an à partir de LA REGION DE JURANCON
2022**

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23
Financeurs (b)	414 566	617 190	246 849	0	0	0	0	0	0	0	0	1 278 605
Total (a-b)	1 674 257	3 803 410	2 553 151	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000	29 130 818

8 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Programmes (a)	2 088 823	4 420 600	2 800 000	2 550 000	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000	30 409 423

L'épargne de la collectivité

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne brute	2 400 273	2 134 372	2 219 842	2 357 421	2 362 733	2 331 913	2 357 371	2 398 438	2 420 080	2 444 139	2 467 656
Remboursement capital de la dette	885 901	895 765	908 631	971 955	1 017 315	1 038 363	907 694	955 919	1 007 321	1 024 510	1 079 130
Epargne nette	1 514 372	1 238 607	1 311 211	1 385 466	1 345 417	1 293 550	1 449 677	1 442 518	1 412 759	1 419 629	1 388 526

Le financement

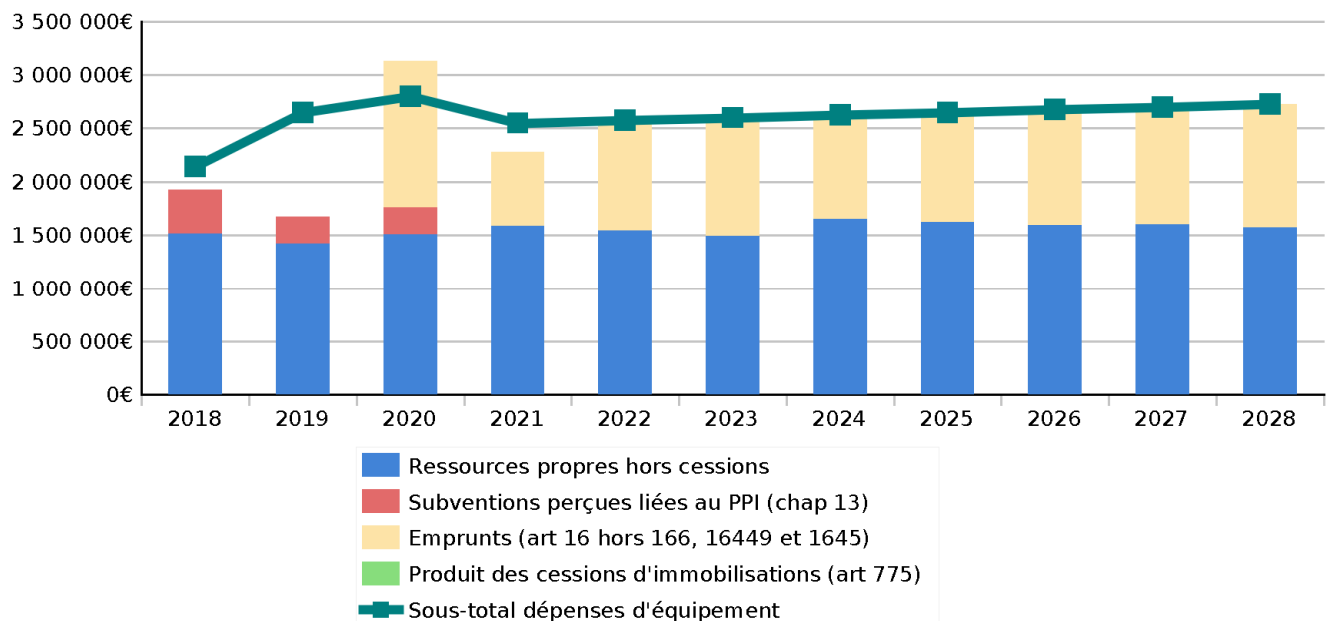
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne nette (a)	1 514 372	1 238 607	1 311 211	1 385 466	1 345 417	1 293 550	1 449 677	1 442 518	1 412 759	1 419 629	1 388 526
Autres recettes (c)	0	184 805	201 144	201 981	202 860	200 386	201 174	184 805	184 805	184 805	184 805
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 514 372	1 423 412	1 512 355	1 587 447	1 548 277	1 493 936	1 650 852	1 627 324	1 597 564	1 604 434	1 573 331
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	414 566	253 763	246 849	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	1 374 200	689 455	1 026 722	1 106 064	974 148	1 022 676	1 077 436	1 095 566	1 151 669
Financement total h = (e+f+g)	1 928 939	1 677 175	3 133 404	2 276 902	2 575 000	2 600 000	2 625 000	2 650 000	2 675 000	2 700 000	2 725 000

Résultat de l'exercice	-220 418	-968 358	333 404	-273 098	0	0	0	0	0	0	0
------------------------	----------	----------	---------	----------	---	---	---	---	---	---	---

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

Répartition du financement de l'investissement



9 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio 1	23	22	21	19	19	18	18	19	19	19	19
Ratio 2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ratio 3	98	88	89	91	90	88	89	90	91	92	93
Ratio 4	67	82	86	78	78	78	78	79	80	81	81
Ratio 5	483	452	462	449	445	443	445	447	449	452	454
Ratio 6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ratio 7	17,94 %	19,82 %	21,83 %	24,65 %	25,63 %	26,26 %	26,66 %	26,98 %	27,3 %	27,6 %	27,86 %
Ratio 9	51,58 %	56,51 %	55,03 %	53,61 %	54,85 %	56,1 %	51,26 %	52,24 %	53,64 %	53,86 %	55,31 %
Ratio 10	68,47 %	92,89 %	96,02 %	85,39 %	86,42 %	88,25 %	88,25 %	87,74 %	87,79 %	87,75 %	87,71 %
Ratio 11	560,48 %	511,3 %	516,4 %	494,77 %	496,19 %	504,13 %	501,56 %	496,17 %	494,13 %	491,65 %	489,23 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / abonné

Ratio 2= Produit des impositions directes / abonné

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / abonné

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / abonné

Ratio 5= Encours de la dette / abonné

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / abonné

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Ce document est préparé par l'équipe Consultants de Finance active. Il contient des informations et analyses propres à Finance active, établies à l'intention exclusive de ses destinataires : à ce titre toute divulgation, utilisation, diffusion ou reproduction (totale ou partielle) du document ou des informations qu'il contient doit être préalablement autorisée par Finance active. Les informations contenues et les opinions exprimées qui en découlent, ne sauraient engager la responsabilité de leurs auteurs ou de Finance active. Elles sont transmises à titre d'assistance et ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité de Finance active